

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

En septembre 2025, les affrontements se sont poursuivis dans la quasi-totalité des territoires de la province, ainsi que les représailles contre des civils, soupçonnés de liens avec des groupes rivaux. Ce qui a entraîné des déplacements forcés, des violations graves et abus de droits humains.

Territoire de Nyiragongo et ville de Goma :

- Des incidents (meurtres, viols, enlèvements et pillages) auraient été commis contre des civils lors d'incursions menées par des éléments de plusieurs groupes armés, particulièrement à partir du Parc de Virunga.

Territoire de Masisi :

- Les affrontements entre groupes armés se seraient poursuivis et intensifiés dans les groupements de Buabo, Biiri, Banyungu, Bapfuna, Bashali-Mukoto et Nyamaboko I.
- Ces affrontements auraient provoqué de nouveaux déplacements forcés vers des zones jugées plus sûres.
- Des représailles contre des civils soupçonnés de collusion se poursuivraient, avec des cas de meurtres, d'enlèvements et autres violences.

Territoire de Rutshuru :

- Des affrontements entre groupes armés ont été signalés dans plusieurs localités des groupements Mutanda et Kihondo.
- Des attaques menées par un groupe armé contre des positions rivales dans le Parc national des Virunga auraient entraîné des représailles contre des civils.
- Dans la chefferie de Bwisha, les civils suspectés de collaborer avec des groupes armés rivaux seraient victimes d'enlèvements ainsi que de coups et blessures.
- Ces affrontements auraient provoqué de nouveaux déplacements forcés.

Territoires de Lubero :

- Les attaques contre les civils attribuées à un groupe armé se seraient poursuivies dans le groupement Bapakombe, à l'ouest du territoire.
- Des représailles contre des civils soupçonnés de liens avec des groupes armés, incluant des cas d'enlèvement et de meurtres, ont été rapportés dans les groupements Ngulo et Luongo.
- La présence de restes explosifs de guerre (REG) continue de mettre en danger les enfants à Bapakombe, avec plusieurs décès rapportés.

Territoires de Beni :

- Les attaques contre les civils par un groupe armé se sont poursuivies à Beni et Oicha.
- Ces attaques, caractérisées par des meurtres, des enlèvements et des incendies d'habitations, entraînant de nouveaux déplacements vers des zones jugées plus sûres.

Territoires de Walikale :

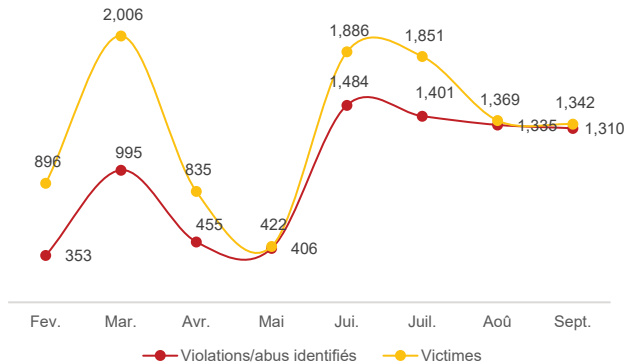
- Des affrontements sporadiques entre les différents groupes armés auraient été signalé dans le groupement de Kitsimba.
- À Ikobo, les civils soupçonnés de collusion subiraient des représailles.

PRINCIPALES TENDANCES

Août 2025



Evolution mensuelle



- Localités affectées :** En septembre 2025, les activités de monitoring de protection ont permis de couvrir **23** zones de santé. Le territoire de Masisi demeure l'épicentre des violations, concentrant **33 %** des incidents documentés, suivi de Beni (29 %) et de Rutshuru (16 %). Dans l'ensemble, on note une diminution de 2 % des violations comparativement au mois précédent, avec tout de même une tendance à la hausse dans les territoires de Beni, de Rutshuru et de Lubero, indiquant une détérioration de la situation de protection dans ces territoires. La couverture opérationnelle est restée insuffisante, par exemple, dans le territoire de Walikale, une seule zone de santé été couverte (Pinga). Le territoire de Butembo n'a pas été couvert, en raison de contraintes sécuritaires et des capacités limitées des acteurs présents.
- Incidents majeurs :** Les principales violations recensées sont les homicides, les enlèvements ou disparitions forcées, les pillages de biens. Depuis le début de 2025, les coups et blessures restent prédominants (18 %), suivis des homicides (17 %) et des enlèvements/disparitions forcées (16 %).
- Violences sexuelles basées sur le genre (VBG) :** En septembre 2025, **159** allégations de violences basées sur le genre (VBG) ont été recensées, dont 139 cas de viol, représentant près de **87%**. Cette tendance reste constante et préoccupante depuis le début de l'année.
- Atteintes aux droits à la vie :** En septembre 2025, **216** cas d'homicides ont été recensés, représentant **43%** des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, soit une augmentation de 29 % par rapport au mois précédent. Les territoires les plus touchés sont Lubero (32.4%), Beni (27.3%), Masisi (18.1%), Rutshuru (9.3%), Goma (6%), Nyiragongo (6%), la ville de Beni (0.5%) et Walikale (0.5%).
- Population affectée :** Les populations retournées restent les principales victimes. Au cours de la période considérée, **901** violations individuelles et communautaires ont été recensées, affectant plus de **1 007** personnes retournées, soit **75%** des victimes.


 Accéder à la cartographie des acteurs de monitoring en cliquant sur l'image suivante:
 

TENDANCES MENSUELLES



1 310

Cas de violations et abus identifiés



1 342

Victimes identifiées

CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFIÉES



435 (33.2%)

Violations du droit à la propriété



398 (30.4%)

Violations du droit à la vie et l'intégrité physique



261 (19.9%)

Violations du droit à la liberté



159 (12.1%)

Allégations de violences sexuelles basées sur le genre



57 (4.4%)

Allégations de violations graves à l'encontre des enfants (Violations 1612)

VIOLATIONS PAR TERRITOIRES & VILLES

Masisi36.5%

Beni (Territoire)28.5%

Rutshuru14.9%

Lubero11.3%

Nyiragongo6.1%

Goma2.0%

Beni (Ville)0.6%

Walikale0.1%

TOP 10 DES ZONES DE SANTÉ PAR VIOLATIONS

Masisi16.9%

Oicha16.2%

Kirotshe14.7%

Mutwanga12.4%

Kibirizi9.9%

Manguredjipa7.3%

Nyiragongo6.1%

Katoyi3.8%

Rutshuru2.5%

Lubero1.8%

TOP 10 DES VIOLATIONS IDENTIFIÉES

Homicide (meurtre)16.5%

Enlèvement ou disparition forcée14.4%

Coups et blessures13.2%

Extorsion des biens12.8%

Pillage12.3%

Viol10.6%

Incendie8.0%

Travaux forcés2.9%

Meurtres/Massacre et mutilations d'enfants2.3%

Arrestation arbitraire / détention illégale2.2%

STATUT DES VICTIMES

Retournés75.0%

Populations hôtes13.6%

PDI11.1%

Autres0.2%

Rapatriés0.1%

PROFIL DES AUTEURS PRÉSUMÉS



86.7%

Sont des hommes en armes



9.6%

Sont des autorités civiles



2.7%

Sont des membres de la communauté et d'autres civils



1.0%

Sont des personnes inconnues/bandits

VICTIMES PAR GENRE



Femmes23.7%



Hommes66.9%



Filles5.2%



Garçons4.2%

PROFIL DES VICTIMES (Sexe/âge)



28.9%



71.1%

0-4 ans0.1%

05-11 ans1.1%

12-17 ans3.0%

18-59 ans64.1%

60 ans+2.8%

Date de création : 13 octobre 2025

Sources: GTMP

Contact: codgoprotclust@unhcr.org

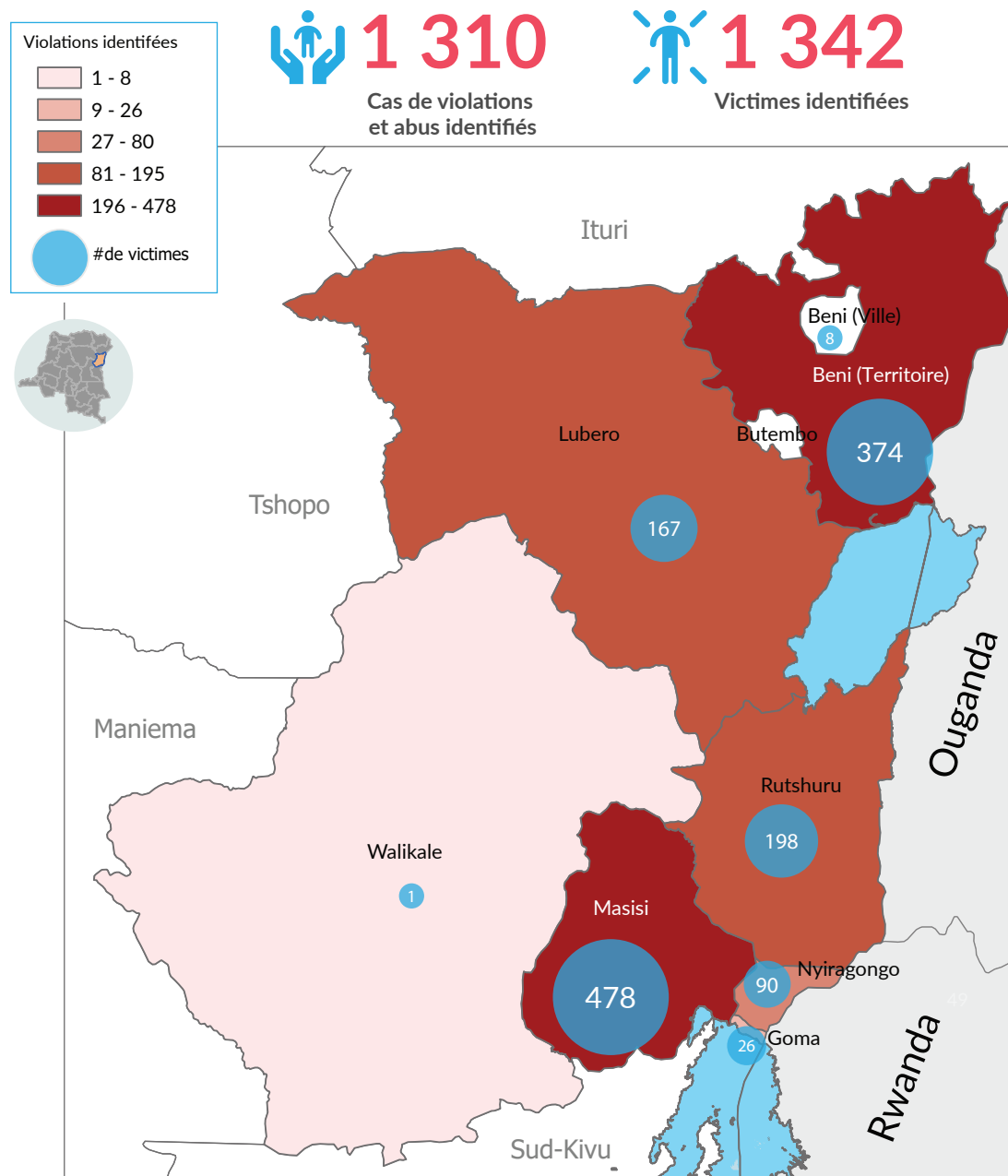
Page 2



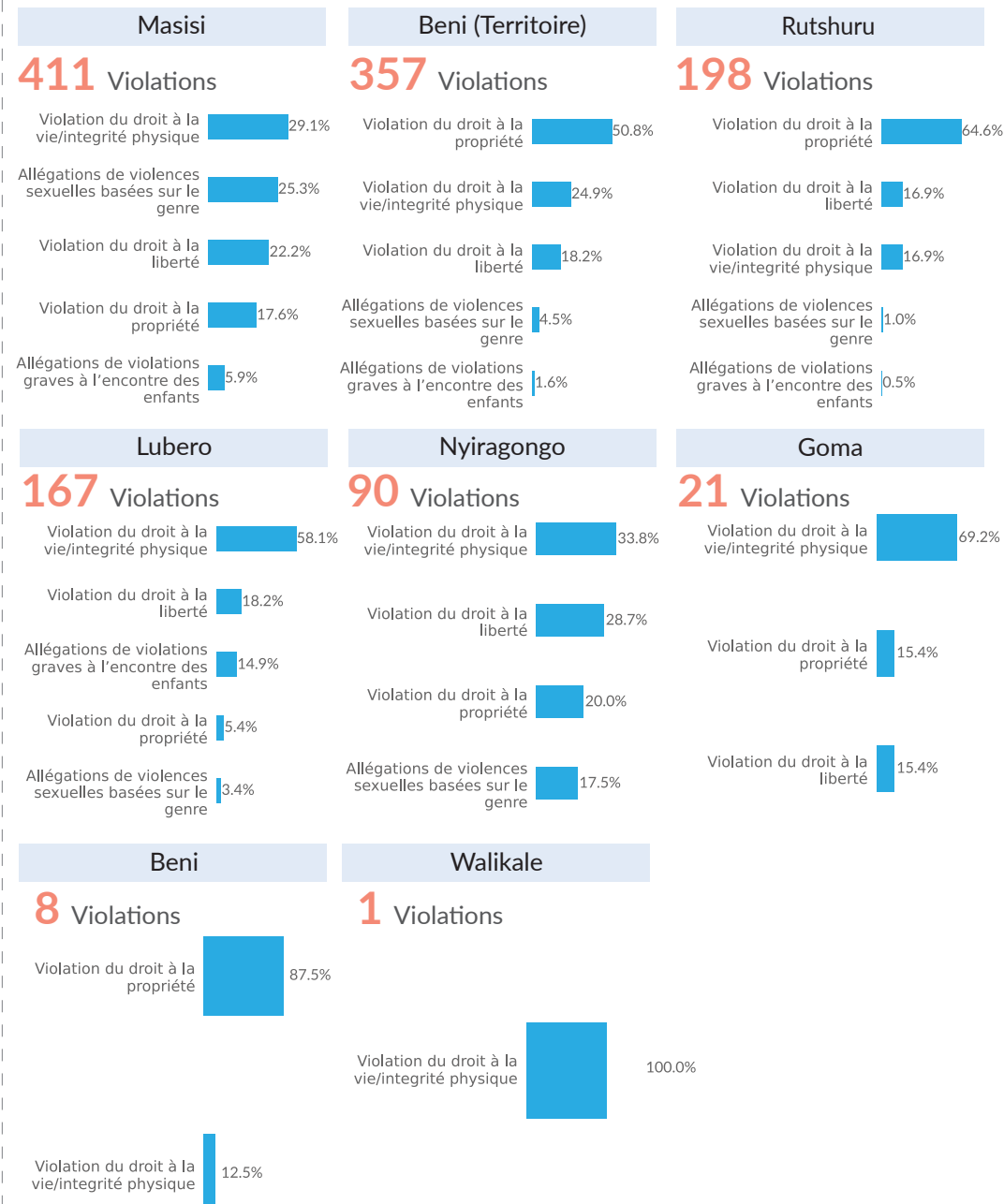
POUR PLUS D'INFO?

[Cliquez sur le lien- ReliefWeb](#)

SÉVÉRITÉ DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES

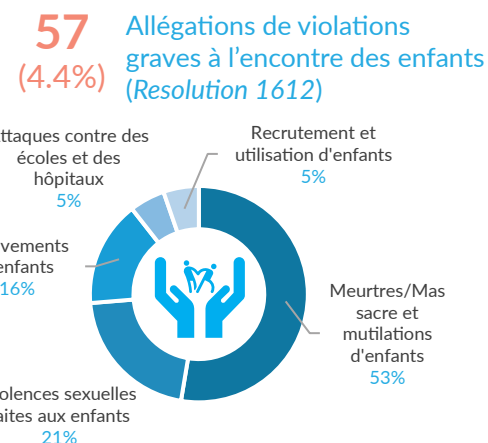
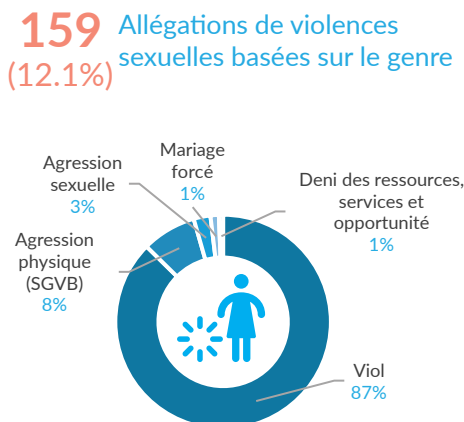
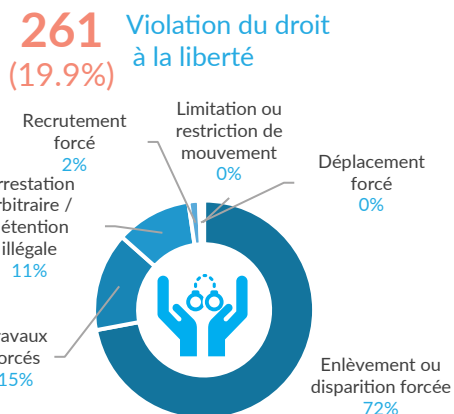
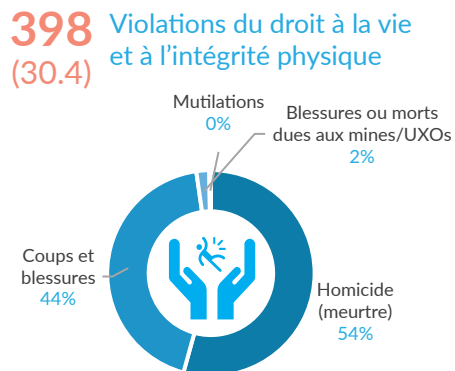
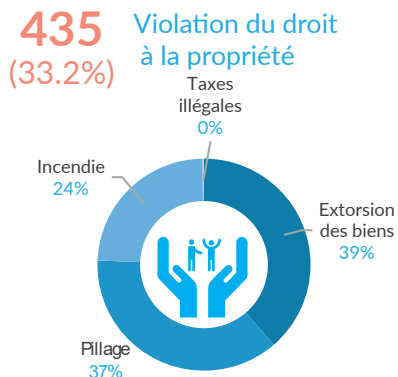


TENDANCE DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



Les frontières, les noms indiqués et les désignations employés sur la carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle de l'Organisation des Nations Unies

ANALYSE PAR CATÉGORIE DE VIOLATION



ANALYSE DES TENDANCES ET RISQUES DE PROTECTION

La situation sécuritaire dans le Nord-Kivu reste préoccupante, avec des civils exposés à des incidents graves, notamment des meurtres, enlèvements, violences sexuelles et pillages dans les territoires de Nyiragongo, Goma, Masisi, Rutshuru, Lubero, Beni et Walikale.

Les attaques et représailles contre les populations suspectées de liens avec des groupes armés provoquent d'importants déplacements vers des zones jugées plus sûres, aggravant la vulnérabilité des déplacés.

Les enfants et autres populations vulnérables sont particulièrement à risque, notamment à Lubero où la présence de restes explosifs de guerre a causé plusieurs décès. Dans ce contexte, les besoins prioritaires incluent la protection physique des civils, l'assistance aux déplacés, la prévention des violences sexuelles et la protection des enfants contre les dangers liés aux restes explosifs de guerre.

Violences sexuelles basées sur le genre



La recrudescence des violences armées continue de compromettre la sécurité et le bien-être des femmes et des filles dans le Nord-Kivu. L'insécurité persistante, couplée à des conditions de vie précaires, notamment la promiscuité dans les lieux d'habitation, accentue les risques de violences basées sur le genre (VBG). En septembre, les cas de viol représentaient 87 % des incidents de VBG signalés, illustrant l'ampleur de la crise. Il est donc crucial que toutes les interventions dans la province intègrent systématiquement les dimensions de genre et la protection contre les VBG, en particulier dans les zones de retour.

Protection de l'Enfant



En septembre 2025, les violences sexuelles, les meurtres, les massacres et les mutilations d'enfants figuraient parmi les risques les plus élevés selon le mécanisme de suivi.

Ces violations graves sont souvent accompagnées d'enlèvements d'enfants, qui s'intensifient dans un contexte de violence armée persistante, de fragilisation du système éducatif, de réduction des opportunités économiques et de recul de l'aide humanitaire. Le recrutement et l'utilisation d'enfants par les groupes armés demeurent toujours une préoccupation majeure.

Lutte Anti-Mines



Les affrontements armés récurrents impliquent un usage intensif d'armes lourdes, de projectiles et d'engins explosifs. En septembre 2025, 36 restes explosifs de guerre (REG) ont été découverts, dont 20 à Beni, 12 à Nyiragongo et 4 à Oicha. 14 incidents liés aux REG ont causé 47 victimes dans les territoires de Masisi, Walikale et Lubero. La présence persistante de REG et d'engins explosifs impro- visés (EEI) constitue une menace grave pour l'intégrité physique des populations et limite le déploiement des activités de résilience, notamment agricoles.

Logement, Terres & Propriétés



Les violations du droit à la propriété, représentant plus de 33 % des incidents signalés en septembre, constituent un facteur majeur de risques liés à la terre et à la propriété (LTP) au Nord-Kivu. Ces violations, telles que la destruction de biens, les pillages et extorsion, demeurent fréquentes dans les zones de retour. La faiblesse des mécanismes traditionnels de règlement des différends accentue les risques de conflits fonciers, ce qui peut fragiliser la cohésion sociale et générer des tensions communautaires.